

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Ontario : budget de 2020

La pandémie se répercute grandement sur la situation financière de la province

FAITS SAILLANTS

- ▶ Le budget déposé aujourd'hui prévoit un déficit de 38,5 G\$ pour l'exercice 2020-2021.
- ▶ Cet important déficit s'explique par une légère réduction des revenus (-3,2 %), mais surtout par une forte augmentation des dépenses de programmes (+14,6 %) en raison des nombreuses initiatives pour contrer les effets néfastes de la COVID-19.
- ▶ La dette nette du gouvernement ontarien poursuivra son ascension et son ratio par rapport au PIB pourrait atteindre un sommet historique de 49,6 % en 2022-2023.
- ▶ Le budget de 2020 comporte un total de 15 G\$ de nouvelles mesures.

La situation financière du gouvernement de l'Ontario se détériore

Ce n'est pas une surprise, la situation financière du gouvernement ontarien continue de subir les effets négatifs de la COVID-19 et du coût des nombreuses mesures mises en place pour atténuer les répercussions de la pandémie sur les Ontariens. Ainsi, le nouveau budget déposé aujourd'hui prévoit un déficit de 38,5 G\$ pour l'exercice 2020-2021. Rappelons que ce même déficit avait été estimé à 20,5 G\$ lors de la mise à jour du printemps dernier. Cet important déficit s'explique par une légère réduction des revenus (-3,2 %), mais surtout par une forte augmentation des dépenses de programmes (+14,6 %). Le déficit budgétaire devrait toutefois diminuer graduellement à compter de 2021-2022, mais les projections du ministère des Finances indiquent qu'il pourrait demeurer élevé encore plusieurs années. Dans ces conditions, la dette nette du gouvernement ontarien poursuivra son ascension au cours des prochaines années et son ratio par rapport au PIB pourrait atteindre un sommet historique de 49,6 % en 2022-2023.

En ce qui concerne les hypothèses économiques et financières utilisées dans l'élaboration du budget, elles sont généralement assez similaires à nos plus récentes prévisions. Cela dit, les perspectives demeurent grandement tributaires de l'évolution de la pandémie et les incertitudes sont très élevées. Afin d'avoir une idée plus précise de l'incidence de ce climat incertain sur

TABLEAU 1
Sommaire des opérations

EN G\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	PROJECTIONS			
	RÉEL 2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Revenus totaux	156,1	151,1	152,3	160,2
Variation (%)	1,6	-3,2	0,8	5,2
Dépenses de programmes	-152,3	-174,6	-170,2	-172,4
Variation (%)	2,4	14,6	-2,5	1,3
Frais de la dette	-12,5	-12,5	-13,2	-13,9
Variation (%)	0,9	0,0	5,6	5,3
Total des charges	-164,8	-187,0	-183,4	-186,3
Variation (%)	2,3	13,5	-1,9	1,6
Réserve	---	-2,5	-2,0	-2,0
Solde budgétaire	-8,7	-38,5	-33,1	-28,2
Dette nette	353,3	398,0	437,8	472,9
En % du PIB	39,7	47,0	48,5	49,6

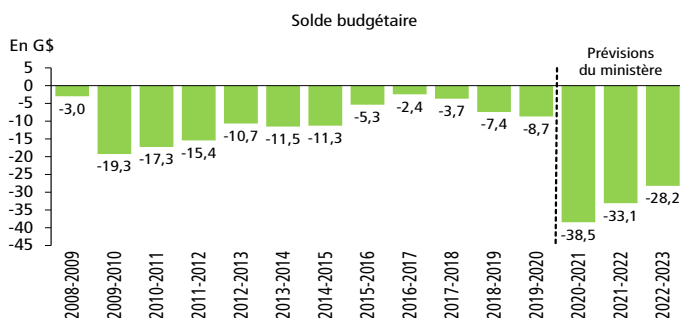
Sources : Ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

les projections financières, le ministère des Finances a produit deux scénarios alternatifs en plus du scénario de planification, soit un avec une croissance économique plus élevée et l'autre avec une progression plus lente. Ces deux scénarios alternatifs démontrent à quel point l'évolution du solde budgétaire pourrait diverger du scénario de base. Par exemple, le déficit budgétaire de 2022-2023 pourrait fluctuer dans une fourchette allant de 21,3 G\$ à 33,4 G\$.

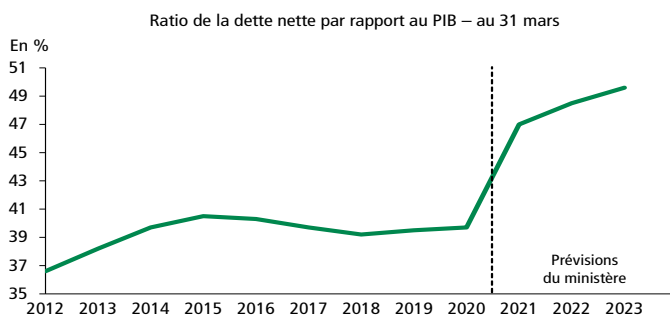
François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Mathieu D'Anjou, économiste en chef adjoint • Benoit P. Durocher, économiste principal

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE : Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2020, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

GRAPHIQUE 1
Le déficit budgétaire restera très élevé au cours des prochaines années


Source : Ministère des Finances de l'Ontario

GRAPHIQUE 2
La taille relative de la dette se dirige vers de nouveaux sommets


Source : Ministère des Finances de l'Ontario

TABLEAU 2
Prévisions économiques et financières

VARIATION EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	2019		2020p		2021p	
	Budget 2020	Mouv. Desj.	Budget 2020	Mouv. Desj.	Budget 2020	Mouv. Desj.
PIB réel	1,7	1,7	-6,5	-6,0	4,9	4,7
PIB nominal	3,9	3,9	-5,0	-5,9	6,6	5,9
Emploi	2,9	2,9	-5,4	-4,8	5,0	6,0
Bons du Trésor – 3 mois	1,7	1,7	0,4	0,5	0,2	0,3
Obligations fédérales – 10 ans	1,6	1,6	0,7	0,8	0,8	0,8
Taux de change (¢ US/\$ CAN)	75,4	75,4	74,2	74,3	75,3	76,1
PIB réel – États-Unis	2,2	2,2	-4,0	-3,8	3,9	3,6

p : prévisions; NOTE : Le total peut ne pas correspondre à la somme des parties en raison de l'arrondissement.

Sources : Ministère des Finances de l'Ontario, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Plusieurs nouvelles initiatives pour contrer les répercussions de la COVID-19

Le budget d'aujourd'hui comporte un total de 15 G\$ de nouvelles mesures, qui s'ajoute aux autres initiatives de 30 G\$ déjà annoncées au cours des derniers mois, pour une aide totale de 45 G\$ sur trois ans. Ces nouvelles mesures budgétaires s'appuient sur trois piliers, selon le ministère des Finances :

1) Les mesures d'intervention d'urgence de protection contre la COVID-19 (un nouveau financement totalisant 7,5 G\$)

- Augmenter les soins directs quotidiens moyens que les résidents en foyers de soins de longue durée reçoivent du personnel infirmier ou de préposés aux bénéficiaires à quatre heures par jour sur quatre ans.
- Prévoir des fonds de 4 G\$ en 2021-2022 et de 2 G\$ en 2022-2023 qui serviront spécifiquement à protéger la santé de la population et à soutenir la lutte contre la pandémie de COVID-19.
- Ouvrir le nouveau site de l'Hôpital Cortellucci de Vaughan.

2) Le soutien à la population et à l'emploi (un nouveau financement totalisant 2,4 G\$)

- Octroi de 380 M\$ aux parents dans le cadre d'une autre ronde de paiements, après le financement en mars de 378 M\$ alloué sous forme d'allocations de 200 \$ par enfant de 0 à 12 ans, et de 250 \$ par enfant et jeune jusqu'à 21 ans ayant des besoins particuliers.
- Proposition d'un nouveau crédit d'impôt aux aînés pour la sécurité à domicile pour l'année d'imposition 2021 – crédit de 25 % sur les rénovations admissibles jusqu'à un maximum de 10 000 \$ – afin d'aider les personnes âgées à continuer de vivre chez elles.
- Investissement de 100 M\$ sur deux ans dans le Fonds pour le développement des collectivités pour soutenir les organismes communautaires des secteurs du tourisme, de la culture et du sport qui subissent de fortes pressions financières en raison de la pandémie.
- Financement d'urgence ponctuel de 25 M\$ destiné aux institutions artistiques de l'Ontario pour aider à combler les pertes d'exploitation subies en raison de la COVID-19.

- Bonification de 1,8 G\$ du Fonds de soutien à la population et à l'emploi au cours des deux prochains exercices, soit en 2021-2022 et en 2022-2023.

3) La création de conditions propices à la croissance et à la relance (un nouveau financement totalisant 4,8 G\$)

- Investir plus de 680 M\$ additionnels dans l'infrastructure à large bande au cours des quatre prochaines années.
- Attirer davantage d'emplois en Ontario grâce à un plan exhaustif pour s'attaquer aux coûts élevés de l'électricité. Cela permettra aux moyens et aux grands employeurs industriels et commerciaux d'économiser en moyenne environ 14 % et 16 %, respectivement, sur leurs factures d'électricité.
- Réduire les impôts fonciers des créateurs d'emplois et uniformiser les règles du jeu en abaissant les taux élevés d'impôt scolaire s'appliquant à plus de 200 000 employeurs, ou 94 % des biens commerciaux en Ontario, pour les ramener à 0,88 %.
- Répondre aux demandes des administrations locales en proposant d'autoriser les municipalités à réduire les impôts fonciers des petites entreprises, en plus d'un engagement de la part de la province à envisager de fournir des réductions correspondantes.
- Éliminer un impôt sur les emplois pour 30 000 employeurs de plus en proposant que la hausse de 490 000 \$ à 1 M\$ de l'exonération au titre de l'impôt-santé des employeurs devienne permanente.

- S'engager à fournir aux Ontariennes et aux Ontariens une aide pouvant atteindre 20 % des dépenses admissibles pour le tourisme dans la province, afin de les encourager à découvrir l'Ontario en toute sécurité en 2021, l'année des vacances chez soi en Ontario.
- Jumeler les travailleurs du secteur du tourisme et de l'accueil, ainsi que ceux les plus touchés par la pandémie, à de la formation et à des emplois grâce à un investissement de 180,5 M\$ sur trois ans.
- Octroyer 500 M\$ sur quatre ans pour accroître la fiabilité, la commodité et l'accessibilité des services gouvernementaux par le biais du fonds d'accélération Faire progresser l'Ontario.

Les effets de la COVID-19 se feront sentir encore plusieurs années

L'évolution de la pandémie demeure très incertaine et tout porte à croire que ses effets néfastes seront encore présents un certain temps. Cela dit, les répercussions de la COVID-19 sur les finances publiques de l'Ontario se feront sentir bien après la résorption de la pandémie et la province mettra visiblement plusieurs années à s'en remettre. Par contre, l'Ontario est loin d'être seule dans cette situation. La plupart des autres gouvernements au pays et même ailleurs dans le monde n'ont également pas lésiné sur les nouvelles initiatives pour affronter la COVID-19, de sorte que leur situation financière s'est aussi détériorée de façon importante.